Chez MM. Parent et Finte, en entendant les chansons des manifestants, quelques ouvriers demandèrent à sortir; on accéda à leur demande.

A dix heures, rendez-vous sur la place Chanzy, où le cortège ne tarda pas à se grossir des ouvriers de la fabrique de MM. Bouche et Leuridan, qui avaient dû également arrêter.

Entre dix heures et demie et midi, des bandes nombreuses parcourent les rues de la ville, provoquant partout une certaine émotion, mais aucun incident ne s'est produit, pas de trouble.

A midi et demi, la place de la mairie est noire de monde. Dix minutes après arrivent les délégués au nombre de sept : MM. Charles Marlus, Nevejeans, Victor Descamps, Eloi Dutbuit, Boulinguez, Henri Brulois, Henri Deschildre. Un huitième délégué, M. Dehegher, avait été envoyé à Paris.

Les sept délégués ont été reçus par M. Chas et ses adjoints et par M. Dansette, conseiller général. Ils ont demandé à M. le maire de transmettre leurs revendications aux pouvoirs publics et de formuler un vœu dans ce sens au conseil municipal.

M. Chas a répondu qu'un tel vœu serait illégal.

Les délégués ont alors remis à M. Dansette un pli contenant leurs revendications en lui demandant d'en saisir notre assemblée départementale. La principale de ces revendications porte sur la journée de huit heures, après une entente internationale. M. Dansette a promis de se faire leur interprète au conseil général et d'appuyer leurs revendications dans ce qu'elles avaient de juste et de pratique.

Un délégué a demandé au maire de vouloir bien les mettre en rapports avec le syndicat des patrons pour discuter le tarif de 1889 qui n'est pas appliqué. Le maire a répondu qu'il avait pu fort difficilement faire adopter ce tarif par certains patrons et qu'il n'avait du reste aucun pouvoir en dehors de la ville d'Armentières.

La délégation, après avoir obtenu du maire l'autorisation d'organiser deux bals publics dans des estaminets, s'est ensuite retirée : elle a rendu compte de son mandat à trois heures, à la salle Verheyde.

DANS LE BASSIN HOUILLER

du Pas-de-Calais

Chômage complet dans toutes les mines du bassin houiller du Pas-de-Calais et dans les ateliers de Lens.

Depuis hier, les détonations, les bombes, les coups de fusil en signe de réjouissance n'ont pour ainsi dire pas cessé. Dans tout le pays noir, le 1er mai est considéré uniquement comme une vraie ducasse, la ducasse des mineurs.

Dès le matin, ceux-ci endimanchés se promènent en ville. A dix heures et demie, M. Basly a donné à la salle Gauthier, une conférence sur la fête du jour. Cette conférence n'a pas duré plus de trente minutes.

La conférence terminée, les délégués se sont rendus à la mairie pour présenter leurs revendications. M. Frémicourt, maire, qui paraît confondre singulièrement les pouvoirs, leur promet que le conseil municipal donnera un avis favorable.

Puis la fête commence : des bandes parcourent les rues avec des drapeaux ; les cabarets sont pleins ; tout est à la joie.

Les troupes restent cantonnées aux environs de Lens, prêtes à intervenir au premier appel. Le secrétaire général de la préfecture, le colonel du 33e, M. le capitaine de gendarmerie, sont en permanence à la gare de Lens.

Un accident est arrivé le matin : trois ouvriers mineurs, nommés Gautier, Jeanbart et Tavernier, en tirant un petit canon, ont été blessés ; Gautier, notamment, a été atteint assez grièvement à la figure.

Dans l'après-midi, des conférences ont été données à Hénin-Liétard, à Billy-Montigny et à Courrières par Basly, à Vermelles et à Liévin par Lamendin.

A CALAIS

Calais, 1er mai. — Les manifestants se sont réunis à la salle de l'Elysée. Cette réunion a été très calme. Les orateurs Delcluze et Salembier ont été modérés.

Une délégation composée de trente-trois membres et ayant en tête MM. Delcluze, conseiller général, Salembier et Manouvrier, conseillers municipaux, a eu libre accès pour se rendre à la mairie où le maire et deux agents l'ont reçue. Sur son parcours, des applaudissements et bravos se sont fait entendre.

A PARIS

La journée a été calme à Paris et dans les départements.

Il convient de dégager tout de suite le caractère de la journée en ce qui concerne l'attitude des ouvriers mineurs et autres.

A Paris, en province, dans les centres pour lesquels on craignait le plus, à l'étranger, partout enfin, le nombre même des ouvriers qui ont abandonné le travail a été restreint, moins d'un quart.

En Belgique même, la grève ne s'est pas étendue aux bassins non touchés par la décision d'hier du syndicat général.

D'autre part, la forme de manifestation est sensiblement modifiée : les délégations, les réunions paraissent délaissées, au profit de promenades, la plupart extra muros; les marchands de vin y trouvent également leur compte.

Les délégations au Palais-Bourbon

Paris, 1er mai. — Ce matin, plusieurs délégations ouvrières ou politiques ont été reçues au Palais-Bourbon, par M. Floquet, président de la Chambre.

A neuf heures et demie, la délégation des groupes socialistes possibilistes, composée de 10 représentants est arrivée au Palais-Bourbon.

M. Montpellier, officier de paix, a fait observer que, d'après les ordres reçus de la questure, il ne pouvait laisser pénétrer que cinq délégués.

Après une démarche de M. Lavy qui conduisait la délégation auprès de M. Floquet, ordre est donné de laisser entrer tous les délégués, qui sont conduits au secrétariat général de la présidence.

M. Roland remet à M. Pierre, secrétaire général de la présidence à la Chambre, la pétition des travailleurs socialistes de France (groupes possibilistes).

M. Haupais remet à son tour une pétition de la chambre syndicale des employés.

M. Pierre a déclaré aux délégués que ces deux pétitions seraient immédiatement enregistrées et transmises à la commission parlementaire du travail.

La délégation est ensuite introduite auprès de M. Floquet, président de la Chambre ; M. Lavy présente les délégués à M. Floquet.

« Sous la première république, dit-il, les citoyens faisaient entendre leur voix jusqu'au sein des assemblées ; aujourd'hui, le peuple est tenu un peu plus à distance ; c'est une faute que vous ne commettez pas, vous, monsieur le président, qui laissez accès auprès de vous aux délégués des travailleurs, et pensez que la République n'a rien à perdre à écouter la parole de républicains et de socialistes réclamant des réformes de progrès.

» Nous accomplissons un devoir, nous comptons sur un bon accueil.

» Les représentants du pays ont la mission de céder aux aspirations du peuple. »

M. Haupais déclare ensuite qu'au nom de la chambre syndicale des employés, il demande pour eux l'assimilation avec les ouvriers dans toutes les lois protectrices du travail.

M. Floquet répond que son rôle se borne, comme président, à recevoir les pétitions et à les transmettre à la Chambre.

Sur ces mots, la délégation prend congé du président de la Chambre.

A dix heures, la délégation de la chambre des ouvriers et employés de chemins de fer se présentait au Palais Bourbon. M. le secrétaire général leur a donné acte du dépôt de leur pétition et a déclaré qu'elle serait remise sans délai à M. Ricard, président de la commission du travail.

La délégation a été ensuite reçue par le président de la Chambre, qui l'a assurée que la commission étudierait avec le plus vif intérêt la pétition dont elle allait être saisie.

Les délégués se sont retirés alors sans incident.

Jusque deux heures, les abords du Palais Bourbon sont absolument calmes.

A ce moment le nombre des curieux stationnant devant les grilles de la Chambre devient plus nombreux; les agents de police mêlés de paraît ; ils sont une centaine devant le palais.

Le préfet de police et le secrétaire général ont une longue conférence avec les questeurs.

Dans les couloirs grande animation ; beaucoup de journalistes et de députés ; d'ailleurs trois commissions parlementaires sont convoquées.

A 2 h. 1/4, M. Thivrier, le député à la blouse, armé d'un énorme gourdin, arrive à la salle des Pas-Perdus, précédant une délégation de cinq membres, représentant la fédération nationale des syndicats (mineurs); ils remettent des pétitions au secrétaire général et sont reçus ensuite par M. Floquet avec le même cérémonial.

D'autres délégations de Marseille, Ivry, Narbonne, Bordeaux, Lille, demandent à être reçues par le président.

Signalons également, parmi les délégués, M. Cunningham, le député socialiste anglais.

De minute en minute, les délégations arrivent plus nombreuses.

Les délégués émettent la prétention d'être reçus tous ensemble par M. Floquet; un d'eux, le délégué d'Ivry, tient un langage très violent contre le régime parlementaire.

Les délégués déclarent que s'ils n'étaient pas reçus par le président, leurs camarades se mettraient immédiatement en grève.

Après de longs pourparlers avec le secrétaire général de la Chambre et une vive discussion, les délégués ayant appris qu'ils ne seraient pas reçus collectivement par le président, refusèrent de remettre leurs pétitions et quittèrent le Palais-Bourbon, sans avoir été reçus et en protestant énergiquement.

Parmi les délégués venus au Palais-Bourbon et non reçus par M. Floquet, citons ceux de Calais, de Roubaix, d'Armentières, de Rouen, de Boulogne, etc.

M. Laur a donné les résultats du *referendum* de Neuilly sur la journée de 8 heures: sur 1,500 réponses dépouillées, 1.041 sont pour la journée de 8 heures, 426 contre.

Dans la rue

A midi, devant la Bourse du commerce, la police a arrêté préventivement plusieurs individus qui vendaient, moyennant 10 centimes, des tiers-points connus sous le nom de broches de filature.

Cet instrument, emmanché dans un bouchon de liège peut, aux yeux du commissaire de police, parfaitement servir de poignard.

M. Thivrier, le député en blouse, qui se rendait à la Chambre, à la tête d'une partie des délégués, s'est vu refuser le passage à la hauteur du pont de la Concorde; il a été assez violemment bousculé par les agents qui formaient barrage, et ce n'est que sur l'exhibition de son écharpe tricolore qu'il s'est mise en sautoir que les agents l'ont laissé passer.

Après le passage des délégués à deux heures et demie, les gardes et les agents dégagent la place où il y a plus de curieux que de manifestants.

Une seconde charge a lieu presque aussitôt après. Jusqu'à présent il y a eu sept arrestations.

M. Constans parcourt la place avec M. Lozé et félicite les officiers de police du VIIIe arrondissement.

A 2 heures 50, des groupes compacts stationnent devant les Tuileries.

Les charges

On insulte les agents qui font une charge à coups de poing.

Une autre charge a lieu dans la direction des Champs-Elysées.

Quatre arrestations sont opérées, dont celle de M. Chauvin, du *Rappel*.

La foule crie : « A mort les sergents ! » Ces derniers, rendus furieux, frappent et arrêtent au hasard.

Je viens d'être empoigné moi-même, conduit au poste de la rue d'Anjou, puis relâché après mes explications à M. Maurice inspecteur divisionnaire.

Je reviens sur la place, où les charges continuent ; les coups de poing pleuvent; la situation n'est plus tenable.

De nouvelles arrestations sont opérées: les personnes arrêtées sont affreusement maltraitées.

Des pierres sont lancées aux agents.

Un de ceux-ci dégaine devant les menaces de la foule qui se précipite furieuse sur lui; il jette son sabre au milieu de la mêlée; il peut le ressaisir et se hâte de le rengainer, poursuivi par des huées.

On parle d'une bagarre qui se serait produite vers trois heures aux environs de la gare de Lyon.

Les délégués guesdistes au retour du Palais-Bourbon se réunissent rue Montorgueil, pour protester contre la façon dont ils ont été reçus.

Arrestation d'un député anglais

Le député socialiste anglais, M. Cunningham Graham, vient d'être arrêté pour persistance à constituer des groupes.

C'est, paraît-il, une passion de famille, car Mme Graham prêche aujourd'hui la révolution sociale en Espagne.

Le député anglais a bien protesté, revendiquant sa nationalité, menaçant d'en appeler à son ambassadeur, il n'en a pas moins été conduit au commissariat de police.

Bagarre sanglante. — Cinq blessés

A une heure de l'après-midi, M. Guilhem, commissaire de police de Levallois-Perret, remarquant une bande de quinze individus parcourant les rues porteurs d'un drapeau rouge enveloppé dans des journaux, voulut saisir le drapeau et disperser la bande.

Le porteur de l'emblème, suivi de trois de ses camarades, s'enfuit et se réfugia chez un marchand de vins, boulevard National, sur le territoire de Clichy.

M. Labussière, commissaire de police, accompagné de son secrétaire M. Picot, de gendarmes de la brigade et de gardiens de la paix, se rendit immédiatement à l'endroit où les individus s'étaient réfugiés, pour les mettre en état d'arrestation; mais ils résistèrent, se barricadèrent au premier étage de l'immeuble et refusèrent de répondre aux sommations des agents.

Tout à coup, les quatre individus ouvrirent les fenêtres, et, armés de revolvers, firent feu sur les agents attendant dans la rue.

Deux gendarmes et deux agents furent grièvement blessés à la poitrine.

Le brigadier de gendarmerie, dont le cheval, au bruit des détonations, s'était cabré, roula par terre en se faisant une grave blessure à la jambe.

La boutique du marchand de vins fut alors prise d'assaut : trois des individus furent arrêtés, le quatrième s'enfuit au n° 23 de la rue des Fabriques, où M. Picot, secrétaire du commissaire, alla l'arrêter : une lutte s'engagea entre les deux hommes et M. Picot reçut à la main une blessure qui ne l'empêcha pas toutefois de se rendre maître de l'individu.

Les quatre manifestants sont au commissariat de Clichy ; les blessés aussi ; l'état de ces derniers est très grave.

MM. Couturier, juge d'instruction et Flory, substitut du procureur de la République, sont en permanence au parquet jusqu'à minuit.

Cela ne s'est jamais fait.

Au Palais

Paris, 1er mai. — Les voitures cellulaires n'ayant pas amené les prévenus, la plupart des affaires correctionnelles ont été remises.

LA SOIRÉE

Paris, 1er mai. — L'agitation, place de la Concorde, a duré jusqu'au soir. Plusieurs charges ont encore eu lieu et de nouvelles arrestations ont été opérées ; particulièrement celles de gamins.

Le matin, des agents ont été obligés d'intervenir pour disperser les bandes de gamins qui tentaient de se mettre en rapport avec les militaires de la caserne du Château-d'Eau.

La caserne a été entourée par un cordon de gardiens de la paix.

Les quatre grands meetings qui formaient une des parties de la manifestation ont eu lieu sans incident.

De l'ensemble des renseignements que nous avons recueillis, soit dans Paris, soit dans la banlieue, il semble résulter que, hors l'incident grave de Levallois, tout a été relativement calme. Une chose paraissait inexplicable, c'était la persistance de l'agitation sur la place de la Concorde.

Au ministère de l'intérieur la note est de se montrer très satisfaite de la journée; on semble se féliciter de ce que la manifestation a été rétée pour employer l'expression officieuse. On donne comme arrestations opérées sur la place de la Concorde, — le seul point où les répétons où l'on ait opéré — une centaine de cas.

Il est proclamé que les cinq sixièmes seront mises en liberté ce soir; il paraît que l'on a eu quelques craintes au sujet de la place du Château-d'Eau, ce qui nous explique maintenant l'insistance à provoquer du désordre devant les Tuileries.

A la sortie de la salle Favié, des groupes d'anarchistes faisaient distribuer des carrés de papier portant ces mots : « Rendez-vous place du Château d'Eau avec le 113e ».

Les ordres les plus sévères ont été donnés, mais inutilement du moins jusqu'ici.

La place du Château-d'Eau et ses abords sont depuis une heure environ très mouvementés; on amassé sur ce point un nombre considérable d'agents qui paraissent fort surexcités. Le fait étonnera peu, si l'on songe qu'on a coutume dans les occasions publiques de servir à la force publique des réconfortants qu'on leur porte et qu'on leur distribue sur place.

Un monsieur accompagné de sa femme n'ayant pas immédiatement obéi à l'ordre qui lui était donné de circuler, une bagarre assez considérable s'est produite. Les agents ont chargé un très grand nombre et ont balayé la place avec la brutalité dont nous avons rapporté quelques échantillons.

Des arrestations ont été opérées, parmi lesquelles le secrétaire du commissaire de police de la porte Saint-Martin qui a été bourré de coups de poing.

Place du Château-d'Eau, 10 heures. — On attend toujours les anarchistes qui ne viennent pas; les curieux ont triplé. A l'entrée du faubourg du Temple stationne une foule épaisse qui force les malheureux fiacres à tourner bride.

Dans la caserne qui est bondée de troupes cavalerie et infanterie on se tient prêt à faire une sortie par une porte de côté. M. Lozé est sur la place avec des commissaires de police.

Une petite colonne de manifestants descend de Ménilmontant et se perd dans la foule.

Paris, 1er mai — Le nombre des individus arrêtés est d'environ 300; 200 sont maintenus.

Paris, 1er mai. — Il est inexact qu'un des gendarmes de Levallois-Perret, blessé dans la bagarre, soit mort.

Lutte entre anarchistes et agents et gendarmes à Levallois-Perret. — Coups de révolver. — Plusieurs blessés.

Paris, 1er mai. — Hier dans la soirée, et ce matin, des groupes anarchistes de Levallois-Perret avaient posé sur différentes maisons des affiches excitant à la révolte.

Sur la place de la République, deux drapeaux avaient été arborés; le commissaire de police, averti à temps, fit enlever les deux drapeaux, et avec l'aide de ses agents et de quelques gendarmes, il exerça une surveillance active donnant ordre de disperser la foule au moindre rassemblement.

De onze heures à une heure, le calme n'ayant cessé de régner, la plupart des agents se retirèrent ne laissant que cinq ou six de leurs collègues.

Vers deux heures et demie, le commissaire de police, entièrement rassuré, regagnait son bureau quand on lui signala la présence d'une bande de dix anarchistes qui suivaient, drapeau rouge en tête, la rue de Gravelle.

Après avoir téléphoné à la brigade de gendarmerie à cheval de Suresnes d'envoyer au plus tôt une partie de ses hommes, il partit en voiture avec son secrétaire et trois agents pour arrêter les manifestants et s'emparer de leur emblème séditieux.

Quand il arriva à Clichy, les anarchistes étaient rentrés dans le débit de vins portant le numéro 79 du boulevard National et avaient arboré le drapeau rouge à la porte de l'établissement.

Réfugiés dans l'arrière-boutique, ils chantaient à tue-tête des refrains révolutionnaires.

L'agent Dufoulon de la brigade de Levallois s'avança pour mettre les mains sur le drapeau; il le tenait à peine que les manifestants se précipitaient sur lui et le forçaient à lâcher prise.

Ses collègues voulurent lui porter secours mais en vain. En un clin d'œil, ils sont immobilisés ; le commissaire de police partage leur sort : il se débat dans un groupe de forcenés dont beaucoup ont à la main des couteaux qu'ils brandissent en proférant des menaces de mort.

La position est des plus périlleuses. Pour la deuxième fois, les agents essaient de dégainer; ils y ont presque réussi et s'apprêtent à charger quand un anarchiste, tirant brusquement un revolver de sa poche, fait feu. L'agent Dufoulon est atteint; la première balle traverse la manche droite de sa tunique, et, par un hasard providentiel, vient s'aplatir sur la boucle de ses bretelles. La seconde balle lui laboure la joue droite ; malgré sa blessure, le brave agent ne lâche pas prise et s'efforce d'arrêter un anarchiste qui se débat entre ses mains.

Ces coups de feu sont le signal d'une véritable bataille ; les manifestants se ruent sur les gardiens de la paix avec fureur. Ces derniers, sans autres armes que leur sabre-baïonnette, portent des coups au hasard, mais leurs adversaires se tiennent hors de portée.

Cependant le commissaire de police a réussi à s'emparer d'un manifestant qu'il menace d'un poignard avec une énergie que le danger excuse. Il le saisit par ses vêtements et le renverse. Le meurtrier râlant se laisse enfin arrêter, quand quelques-uns de ses compagnons viennent à la rescousse.

Deux nouveaux coups de feu retentissent. Le courageux magistrat a le pouce droit déchiré par une balle. Deux agents sont blessés à ses côtés : le premier au côté droit, le second au bras droit.

La lutte devient impossible ; les agents sont à bout de force, presque tous plus ou moins atteints ; ils ne peuvent plus se défendre.

Heureusement, à ce moment, quatre gendarmes à cheval de la brigade de Suresnes arrivent au triple galop, sabre au poing. Ils fondent sur les révolutionnaires qui commencent à lâcher pied et sont reculés contre le mur de la maison où l'on va les arrêter, quand deux nouveaux coups de feu retentissent.

Le brigadier de gendarmerie est atteint légèrement à gauche et un de ses hommes à la jambe gauche effleurée, c'est alors qu'ils tirent leurs revolver de leur gaîne et font feu. Seul un garçon boucher est légèrement blessé à la jambe droite.

Enfin force reste à la loi. Trois arrestations sont opérées. Ce sont celles de Tartar, Léveilley et Dubois qui ont été trouvés porteurs d'un couteau poignard, d'un revolver calibre n° 16.

Le commissaire de police, après avoir procédé à leur interrogatoire, les a remis entre les mains des gendarmes et ils ont été conduits au dépôt.

Les blessés sont conduits au dépôt, ils sont au nombre de 5.

Le calme est complètement revenu ; des patrouilles de gendarmes circulent dans les rues.

Au dernier moment nous apprenons que l'un des gendarmes blessés vient de succomber. Il avait reçu une balle dans la poitrine ; les soins empressés dont il a été entouré n'ont pu le sauver.

Paris, 1er mai. — La bande anarchiste de Levallois-Perret, se composant de 14 individus, paraissait être commandée par une femme, se tenant à la tête de la troupe ; elle avait la tête nue, vêtue d'un caracot noir et d'un tablier bleu. On n'a pu l'arrêter.

DANS LES DÉPARTEMENTS

Paris, 2 heures. — Le travail est complet au Havre, à Bessèges, à Decazeville, dans tout le bassin de l'Aveyron.

A Lyon, un tube renfermant 90 fils téléphoniques et télégraphiques a été coupé, cette nuit, par les anarchistes.

Les attroupements sont interdits ainsi que les réunions.

A Marseille, plusieurs industries restent fermées. Il y a eu une bruyante manifestation sur la Canebière; la troupe a chargé ; on a opéré quelques arrestations, parmi lesquelles, dit-on, celle d'Antide Boyer, député.

Aux mines du Midi, tous les ouvriers travaillent.

A Bordeaux, quelques manifestants se sont réunis ce matin, pour se rendre à la Mairie et à la Préfecture ; la police les a dispersés. Il y a eu trois arrestations.

M. Jourde, député révisionniste, a porté à la Mairie et à la préfecture des pétitions qui ont été refusées. La majorité des ouvriers travaillent.

DÉSORDRES A CHARLEVILLE

Charleville, 1er mai. — Un enterrement civil, vers 3 heures, a été le point de départ d'une manifestation socialiste et d'un conflit avec les gendarmes.

Plusieurs arrestations ayant été opérées, la foule se porta vers la prison voulant délivrer les prisonniers; une charge nouvelle amena d'autres arrestations. L'effervescence est grande, les magasins sont fermés; les rues sont barrées; les troupes sont sur pied.

TROUBLES A LYON

Lyon, 1er mai. — On vient de transporter à l'Hôtel-Dieu un sous-brigadier des gardiens de la paix qui vient d'être blessé dans une bagarre.

Une forte colonne se dirige vers le cimetière de la Guillotière, portant une couronne aux combattants de 1831. Beaucoup de manifestants autour de l'Hôtel-de-Ville; quelques arrestations.

Lyon, 1er mai. — Arrivés à 300 mètres du cimetière les 1,500 manifestants ont été repoussés par les cuirassiers et se sont retirés en déployant des drapeaux rouges et noirs, dans la Guillotière où ils ont été encore dispersés.

La foule a hué les soldats et leur a lancé des pierres; un cuirassier a été blessé; au pont Lafayette, une bande a voulu forcer les gardiens de la paix, mais la cavalerie est intervenue et a déblayé le terrain.

Lyon, minuit trente. — Une nouvelle manifestation a eu lieu devant la Bourse du Travail ; la foule a refusé de circuler; les cuirassiers ont chargé et ont été accueillis à coups de revolver ; un soldat a reçu une balle au bras.

On compte un grand nombre de blessés. On a crié : A bas l'armée ! Un cavalier a frappé d'un coup de sabre un manifestant qui a riposté en déchargeant sur lui son revolver. Deux cuirassiers ont été désarçonnés par la foule. Quelques perquisitions ont été effectuées et suivies de beaucoup d'arrestations.

A MARSEILLE

Marseille, 1er mai. — Après-midi a eu lieu au Château des fleurs, le meeting annoncé ; environ 3.000 personnes y assistaient. M. Boyer, député, relaxé presque aussitôt son arrestation, était présent. Il prend la parole et exhorte au calme et à l'union.

L'assemblée vote un ordre du jour protestant contre les mesures provocatrices ordonnées par le gouvernement et flétrissant l'attitude de la police. Des incidents insignifiants à la sortie.

La préfecture est gardée par des compagnies d'infanterie et de gendarmerie.

Marseille, 1er mai. — Dans la soirée une bande d'individus, la plupart des gamins, ont voulu forcer les cordons de gardiens de la paix et d'infanterie ; le commissaire de police et un officier de paix ont été blessés par des pierres lancées par les manifestants; plusieurs arrestations ont été opérées.

A DIJON

Dijon, 1er mai. — Une bagarre a eu lieu entre la police et une centaine de manifestants devant l'Hôtel de Ville. L'anarchiste Monad et sept autres ont été arrêtés.

A DECAZEVILLE

Decazeville, 1er mai. — Le bassin houiller est calme, beaucoup de mineurs se sont abstenus de travailler.

A SAINT-QUENTIN

Saint-Quentin, 1er mai. — Il s'est produit ici quelques désordres ; les manifestants ont été chargés ; un incendie a éclaté ; on le suppose allumé par les anarchistes. Des troupes ont été envoyées de Compiègne.

Saint-Quentin, minuit. — Deux agitateurs, venant de Paris ont été arrêtés; l'un d'eux a été blessé ; il y a de nombreuses arrestations, même de femmes et d'enfants.

L'IMPRESSION GÉNÉRALE

Paris, 11 heures 45. — On communique au ministère de l'intérieur quelques détails sur la grave affaire de Fourmies qui confirment tous nos renseignements :

A la suite de la collision qui a eu lieu cette après-midi, une certaine effervescence s'est produite dans la population ; 3 ou 4.000 personnes se dirigèrent vers la mairie proférant des menaces à l'adresse de l'armée.

Le lieutenant de gendarmerie a été blessé ; ils exigeaient des excuses ; à leurs cris, la troupe a chargé ; il y a eu une échauffourée sanglante ; 4 tués et 7 blessés. Le préfet aurait ajouté : La situation est grave je pars pour Avesnes.

Paris, 1 h. du matin. — La journée a eu cette fois un caractère plus grave que l'année dernière. La bagarre de Levallois-Clichy n'est en somme qu'un accident sanglant; mais les collisions de Lyon et de Fourmies préoccupent à bon droit le gouvernement. Cette dernière surtout provoquera une légitime émotion.

Enfin les incidents de Charleville et de Marseille méritent d'attirer l'attention et on peut s'attendre à des interpellations à la Chambre au sujet des troubles qui ont éclaté sur plusieurs points du territoire.

EN BELGIQUE

Bruxelles, 11 heures. — On évalue à 200,000 le nombre des manifestants dans toute la Belgique. Ce soir à 8 heures 4 à 5,000 manifestants sont partis de la Bourse en chantant la *Marseillaise*; ils portaient un transparent illuminé aux inscriptions bizarres et un grand nombre de drapeaux rouges.

Le *Peuple*, journal socialiste, annonce que demain matin le grève sera déclarée dans le Borinage.

A la Chambre, M. Johnstod a déposé un projet de loi demandant l'établissement de la journée de huit heures. La proposition a été envoyée à la Commission du travail.

A MOUSCRON

En vue d'une manifestation pour l'après-midi, la brigade de gendarmerie de Mouscron a été renforcée de 30 hommes, sous le commandement du lieutenant Danthiene, de Courtrai.

Dans toutes les usines de Mouscron, les ouvriers ont travaillé. Il faut en excepter les 40 ouvriers de la maison Dubiez qui ont chômé.

Vers 6 heures 1/2, une centaine d'ouvriers, venus du Haut-Judas, du Mont-à-Leux et du Risquons-Tout se forment en cortège Place de la Station. Ils parcourent les principales rues de Mouscron, le drapeau tricolore porté par l'un d'eux; trois ouvriers tiennent des placards où on lit : *Révision, suffrage universel. — L'Avenir du parti ouvrier. — Huit heures de travail; huit heures de loisir; huit heures le repos.*

Les manifestants chantent la *Marseillaise*.

Sur la place communale, les ouvriers se forment en cercle et l'un d'eux, L. Scheppe, entonne le *Cri du Travailleur*; tous accompagnent au refrain.

A huit heures, les manifestants se sont dispersés sans incident.

EN SUISSE

Berne, 1er mai. — 2,000 manifestants comprenant des étudiants au nombre de 200 environ, tout le monde portant des rubans rouges et précédés de nombreux drapeaux rouges ont parcourn la ville, pas d'incident jusqu'ici.

EN ITALIE

Florence, 1er mai. — L'arrestation d'un orateur ouvrier a occasionné une bagarre; la cavalerie a chargé, la foule en se dispersant, a cassé quelques vitres de magasins; ceux-ci se sont aussitôt fermés; plusieurs arrestations ont été opérées.

TROUBLES A ROME. — UN AGENT TUÉ

Rome, 1er mai, 9 h. 15. — Des bagarres viennent d'avoir lieu ; plusieurs manifestants ont été blessés par des coups de revolver ; Deux carabiniers ont été blessés et frappés, un lieutenant de cavalerie est tombé de cheval ; un agent de police a blessé mortellement un des manifestants.

Près de Campio-Fari une bombe vient de faire explosion ; l'auteur est arrêté.

Rome, 10 heures. — C'est à la suite d'un meeting que les évènements ont pris une tournure grave; la révolution immédiate a été votée; les manifestants, armés de révolvers et de conteaux, au nombre de 8,000 se sont répandus dans les environs; la cavalerie a chargé; il y a eu plusieurs blessés; un agent a été tué.

Rome, 1er mai. — Dans l'échauffourée sanglante qui s'est produite aux environs de l'église San Jéovanni, M. Barzilay, député irrédentiste, a été blessé. L'agent de police tué l'a été d'un coup de stylet. L'effervescence est considérable.

A la Chambre, la séance a été tumultueuse.

A QUI PROFITENT LES GRÈVES?

En 1889, les mineurs du Pas-de-Calais se sont mis en grève : avaient-ils tort? avaient-ils raison? Nous n'avons pas à l'examiner. Ce que nous voulons constater, c'est que depuis lors, tous, ouvriers et bourgeois, nous avons payé le charbon de 60 à 80 centimes de plus à la rasière, soit 24 à 32 francs par ménage ouvrier, consommant en moyenne 40 rasières par an.

Nous n'avons pas le loisir de rechercher la quantité de charbon entrée à Roubaix dans le courant de l'année 1890 ; mais pour 1889, il est arrivé par chemin de fer 2.534.766 quintaux ; par le canal, 3.092.320 quintaux, en tout 5.627.086 quintaux, soit environ 7.033.800 rasières, qui donnent un supplément de dépense de cinq millions et demi, ou 48 francs par personne !

D'un autre côté, nous connaissons un industriel qui a dépensé cent mille francs de plus que les années précédentes pour le chauffage de ses usines. Cent mille francs, voilà qui augmente notablement le prix de revient des tissus, ce qui rend la vente plus difficile et restreint forcément la fabrication.

Donc la grève des mineurs atteint doublement nos ouvriers qui ont moins d'ouvrage et dépensent plus pour leur chauffage. Sans doute, elle atteint aussi les manufacturiers; mais, comme dit le proverbe, le mal de l'un ne guérit pas le mal de l'autre.

A qui donc a profité la grève? Aux mineurs sans doute, puisqu'ils gagnent cinquante centimes de plus par jour, mais à coup sûr aux compagnies qui ont réalisé de gros bénéfices et réussi à écouler leurs pierres, leur poussier et jusqu'aux balayures de leurs magasins. Toutes les ménagères vous diront que la qualité a diminué à mesure que le prix s'élevait.

La grève des mineurs est assurément la plus redoutable de toutes : elle peut arrêter la vie industrielle des peuples, et compromettre l'existence même des familles qui, toutes, à peu près, se servent de houille dans les pays civilisés.

Si pareille chose se produisait, on peut affirmer que tous ceux qui auraient poussé à la grève, seraient les premiers à s'en plaindre, et peut-être les gouvernements se verraient-ils contraints, par l'opinion, à créer une sorte d'inscription minière, analogue à l'inscription maritime, et à soumettre les mineurs à une discipline sévère.

Certes, la vie du mineur est pleine de périls, et cette vie lui donne droit à des faveurs particulières de la part de la société, qui lui doit aujourd'hui le droit de vivre. Mais cette position exceptionnelle l'oblige à plus de modération et de sagesse. Elle oblige aussi les compagnies à se montrer soucieuses de leur existence et généreuses pour leurs services.

Cette menace perpétuelle d'une grève générale de mineurs doit avoir, à bref délai, nous l'espérons, un autre résultat : c'est que les sociétés industrielles ou scientifiques et l'Etat lui-même proposeront de grosses récompenses à ceux qui inventeront les appareils de chauffage les plus économiques, tant pour les usines que pour les appartements.

Il y a là un service de premier ordre à rendre à l'humanité.

ALEXANDRE FAIDHERBE.

REVUE DE LA PRESSE

Tous les journaux s'occupent, naturellement du 1er mai. Citons quelques appréciations. Le *Figaro*, d'abord :

« Enfin la voilà passée cette journée du 1er mai! Elle s'est passée, hors de France, sans troubles sérieux. Quand il s'agit de rien moins que de renverser l'ordre social, on ne peut, en vérité, donner d'importance à quelques bagarres plus ou moins longues et à quelques coups de plat de sabre plus ou moins énergiques.

» Cependant il est bon de remarquer qu'en Belgique nous ne saurons que dans une huitaine de jours si la crise est conjurée — et qu'en Allemagne les manifestations n'auront lieu que dimanche. Ce sont encore là deux gros aléas.

» Et à supposer que tout se passe bien, il n'en faudra pas moins continuer à trouver très grave la situation que nous font la périodicité et l'universalité de cette manifestation ouvrière. Nous assistons cette année encore à une répétition générale. Et quand on pense que ces manifestations ont eu lieu à la même heure à Philadelphie et à Cracovie, à Christiania et à Séville, il faut bien avouer, — au risque de passer pour un pessimiste — que les études avancent et que la première de la pièce, quelque éloignée que puisse encore *en paraître la date*, sera terrible! »

Le *Gaulois* :

« Le mot de la situation nous paraît être celui-ci : on comprime, on ne réprime pas. Cela nous mènera peut-être plus loin qu'on ne pense.

» D'ailleurs, l'audace des uns est aussi logique que la faiblesse des autres.

» Et quand les gouvernements s'amusent à détruire les barrières qui les séparent de l'anarchie, ils ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes si l'anarchie les submerge.

» Quand toute la société officielle emploie ses milliards et ses agents à démontrer à ceux qui souffrent que le ciel n'existe pas, on se demande sur quoi elle peut s'appuyer pour réprimer les tentatives de ceux qui veulent avoir leur paradis dès ici-bas.

» Et, en même temps qu'ils détruisent les moyens moraux de répression, les gouvernements en énervent l'instrument matériel, en substituant aux vieilles armées, des gardes nationales ou, sous le prétexte d'imposer l'égalité militaire universelle, ils arrivent à niveler, à amalgamer, en quelque sorte, la discipline militaire et l'indiscipline sociale. »

Le *Soleil* :

« Voilà cette grande journée du 1er mai terminée. Nous en avons maintenant pour un an. D'ici là, le parti ouvrier aura peut-être le temps de s'organiser pour faire quelque chose de mieux.

» Quant à nous, qui désirons qu'on fasse des réformes pratiques dans l'intérêt du peuple, nous verrions avec satisfaction les socialistes mettre à l'étude sérieusement et avec esprit de suite les questions sociales et renoncer à un système de manifestations théâtrales qui ne rimeut à rien et qui abontissent toujours à un avortement. »

Le *Journal des Débats* :

« Il est difficile de dire dès maintenant quelles seront les suites de la journée d'hier. Assurément, ce n'est pas une victoire morale pour les anarchistes. Les manifestations ont été trop partielles et décousues pour qu'on y trouve la démonstration de l'étroite solidarité qu'on a prétendu établir entre les ouvriers du monde entier. Mais si le but n'a pas été atteint et s'il n'est pas près de l'être, il a été visé nettement, et rien dans ce qui s'est passé n'est de nature à décourager les revendications socialistes. Les violences qui ont eu lieu sur quelques points relèvent et accentuent le caractère d'une manifestation, qui, sans elles, serait restée un peu platonique. Enfin, des questions redoutables restent posées et seront agitées longtemps.

« Mais ce que les manifestations d'hier ont eu d'incomplet, c'est beaucoup que d'avoir pu provoquer une agitation à jour fixe dans toute l'Europe et l'Amérique : peu de forces morales attirent aujourd'hui une puissance comparable à celle que l'idée socialiste a déployée. On se fait de grandes illusions parmi les ouvriers, mais il ne faut pas s'en faire d'un autre côté : la journée d'hier, ajoutée à celle de l'année dernière, nous apporte des enseignements que nous ne saurions négliger sans danger. »

L'*Événement* :

« Dans un pays de suffrage universel, dans une démocratie républicaine, ces appels fous à l'émeute, ces provocations sinistres, ces anathèmes et ces malédictions à toute la société civilisée, cette grève d'un jour, ces tentatives pour terroriser ceux-ci, débaucher ceux-là, cet apparat d'un déploiement inusité d'individus voulant forcer les portes du Palais législatif, cette forme comminatoire donnée à des revendications qui ont toute latitude pour se traduire soit à la tribune du Parlement, soit dans des pétitions, soit dans la presse, tout cela est inusité, tout cela sent mauvais, tout cela est dangereux.

» Le socialisme utopique a perdu là une belle occasion de rester tranquille. Le vrai peuple l'a traité avec une ironie dédaigneuse ; et le pouvoir a montré qu'il était prêt à faire son devoir contre les amateurs de guerre civile. M. Constans n'a pas sauvé Paris, c'est entendu. Mais il